

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[2003/95036]

Office de Contrôle des Assurances

Acte d'une cession partielle des droits et obligations
d'une entreprise d'assurances

Par décision du Comité de Direction de l'Office de Contrôle des assurances en date du 17 avril 2003, est approuvée la convention par laquelle l'entreprise « Fortis AG » (code administratif 0079), société anonyme, dont le siège social est situé boulevard Emile Jacqmain 53, à 1000 Bruxelles, cède, avec effet au 1^{er} août 2001, les contrats d'assurances « Assurances sur la vie non liées à des fonds d'investissement à l'exception des assurances de nuptialité et de natalité » (branche 21), souscrits par l'intermédiaire de Multipen à l'entreprise « Winterthur - Europe Assurances » (code administratif 0067), société anonyme, dont le siège social est situé avenue des Arts 56, à 1050 Bruxelles.

La cession approuvée par l'Office est réalisée valablement à l'égard de tous les preneurs, assurés et tous tiers intéressés (article 76 de la loi du 9 juillet 1965, relative au contrôle des entreprises d'assurances). (18158)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[2003/95036]

Controledienst voor de Verzekeringen

Akte tot goedkeuring van een gedeeltelijke overdracht
van de rechten en verplichtingen van een verzekeringsonderneming

Bij beslissing van het Directiecomité van de Controledienst voor de Verzekeringen, op datum van 17 april 2003, wordt goedgekeurd de overeenkomst waardoor de onderneming « Fortis AG » (administratief codenummer 0079), naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Emile Jacqmainlaan 53, te 1000 Brussel, met uitwerking op 1 augustus 2001, de verzekeringscontracten « Levensverzekeringen, niet verbonden met beleggingsfondsen, met uitzondering van bruidschats- en geboorteverzekeringen » (tak 21), onderschreven via de bemiddeling van Multipen, overdraagt aan de onderneming « Winterthur - Europese Verzekeringen » (administratief codenummer 0067), naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Kunstlaan 56, te 1050 Brussel.

De door de Controledienst goedgekeurde overdracht geldt ten aanzien van alle verzekeringsnemers, de verzekerden en alle betrokken derden (artikel 76 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen). (18158)

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2003/09479]

16 MAI 2003. — Directive ministérielle relative à la politique des
poursuites en matière de détention et de vente au détail de drogues
illicites

I. PRINCIPES DE BASE

Le 31 mai 2000, le gouvernement adoptait le Plan fédéral de sécurité et de politique pénitentiaire. Celui-ci annonçait également une note spécifique globale relative à la problématique des drogues.

La présente directive s'inscrit dans le cadre de cette note, intitulée « Note de politique fédérale relative à la problématique de la drogue », avalisée par le gouvernement le 19 janvier 2001.

La note se base sur :

— le rapport et les recommandations du groupe parlementaire Drogue de 1997;

— le rapport universitaire « La politique belge en matière de drogue - an 2000 : situation » des professeurs B. De Ruyver et J. Casselman;

— le rapport du groupe de travail concernant la politique en matière de drogue menée dans les pays limitrophes et par quelques organisations internationales.

Faisant suite à cette note, le Ministre de la Justice a décidé, après avoir pris l'avis du Collège des Procureurs généraux, de promulguer la présente directive ministérielle.

La note de politique fédérale relative à la problématique des drogues précise que :

« Le gouvernement fédéral confirme que l'abus des drogues est un problème de santé publique. La présente note s'inscrit dans le cadre d'une politique de normalisation ciblée sur la gestion rationnelle des risques. La politique du gouvernement fédéral aura des répercussions tant sur l'offre que sur la demande. »

Pareille politique ne signifie cependant pas que l'usage de drogue puisse devenir normal ou quotidien dans notre société.

Les trois principaux instruments permettant de dessiner une politique en matière de drogue sont :

— la prévention pour les non-consommateurs et les consommateurs non problématiques;

— l'assistance, la réduction des risques et la réinsertion pour les consommateurs problématiques;

— la répression pour les producteurs et les trafiquants.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2003/09479]

16 MEI 2003. — Ministeriële richtlijn betreffende het vervolgingsbeleid inzake het bezit van en de detailhandel in illegale verdovende middelen

I. BASISBEGINSELEN

Op 31 mei 2000 heeft de regering het Federaal Veiligheids- en Detentieplan goedgekeurd waarin tevens een specifieke algemene nota inzake de drugsproblematiek werd aangekondigd.

Deze richtlijn ligt in het verlengde van deze nota met als opschrift « Beleidsnota van de federale regering in verband met de drugproblematiek », die de regering op 19 januari 2001 heeft goedgekeurd.

De nota is gestoeld op :

— het verslag en de aanbevelingen van de parlementaire werkgroep Drugs van 1997;

— het universiteitsrapport « Het Belgisch Drugsbeleid anno 2000 : een stand van zaken » van de professoren B. De Ruyver en J. Casselman;

— het verslag van de werkgroep inzake het drugsbeleid gevoerd in de buurlanden en door enkele internationale organisaties.

Naar aanleiding van die nota heeft de minister van Justitie, na advies van het College van Procureurs-generaal, beslist deze ministeriële richtlijn af te kondigen.

In de Beleidsnota van de federale regering in verband met de drugproblematiek is het volgende gesteld :

« De federale regering bevestigt dat het drugmisbruik een volksgezondheidsprobleem is. Deze beleidsnota past in een normaliseringsbeleid, gericht op rationele risicobeheersing. Het beleid van de federale regering zal zowel inwerken op het aanbod als op de vraag. »

Een dergelijk beleid betekent echter niet dat druggebruik in onze samenleving normaal of alledaags mag worden.

De drie belangrijkste instrumenten om een drugbeleid uit te werken zijn :

— preventie voor de niet-gebruik(st)ers en de niet-problematische gebruik(st)ers;

— zorgverlening, risicobeperking en (her)integratie voor de problematische gebruik(st)ers;

— bestraffing voor de producenten en de handelaars.

Une politique de lutte contre la drogue réaliste et moderne doit s'accorder aux priorités suivantes :

1. Le principal objectif est de déconseiller et de réduire la consommation de drogue et de diminuer le nombre de nouveaux consommateurs de drogue (prévention).

2. La seconde priorité constitue la protection de la société et de ses membres qui sont confrontés au phénomène de la drogue et à ses conséquences. Elle concerne aussi les toxicomanes qu'il faut aider à vivre le mieux possible malgré la drogue.

3. Il n'est pas possible ni souhaitable que la justice soit l'unique mécanisme de régulation sociale. Il est préférable d'aborder la consommation problématique par une offre d'assistance axée sur la réinsertion plutôt que de punir l'intéressé et de lui imposer ainsi des souffrances supplémentaires.

4. Il faut éviter que des consommateurs de drogue n'ayant commis aucune autre infraction que celle de détenir de la drogue ne se retrouvent en prison.

5. L'approche pénale, et plus précisément la prison, doit être l'« ultimatum remedium » pour régler des cas où il y a usage problématique de certaines substances.

6. Si nous voulons adapter la politique en matière de lutte contre la drogue à l'évolution sociale, il est indispensable de procéder régulièrement à une évaluation du résultat des mesures appliquées.

II. PORTEE DE LA DIRECTIVE

1. La présente directive concerne :

— les infractions à la loi du 24 février 1921, modifiée par les lois des 4 avril et 3 mai 2003, concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, ainsi que ses arrêtés d'exécution, dénommée ci-après "loi sur les stupéfiants";

— les infractions à l'arrêté royal, modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1930 concernant le trafic des substances soporifiques et stupéfiantes et l'arrêté royal du 22 janvier 1998 réglementant certaines substances psychotropes, en vue d'y insérer des dispositions relatives à la réduction des risques et à l'assistance pour avis thérapeutique en cas d'importation, de fabrication, de transport, de détention de substances psychotropes, soporifiques et stupéfiantes, et de culture de plants de cannabis, dénommé ci-après « arrêté royal »

— et plus précisément la politique de poursuites en matière de détention de drogue et de vente au détail de drogue pour pourvoir à sa consommation personnelle.

2. La politique répressive relative au trafic de drogue et à l'égard des organisations criminelles qui y sont liées ne constitue pas l'objet direct de cette directive.

3. La présente directive remplace la directive commune du 8 mai 1998 relative à la politique de poursuites en matière de détention et de vente au détail de drogues illicites.

4. La directive est contraignante pour tous les membres du ministère public de manière à réaliser l'uniformité de la politique des poursuites.

Toutefois, cette directive ne peut ni ne souhaite anticiper sur la complexité de toutes les circonstances matérielles qui sont propres à chaque dossier.

Par conséquent, un magistrat du parquet peut, en appliquant le principe d'opportunité, déroger à la directive à condition de bien motiver sa décision.

III. PRINCIPES DE LA POLITIQUE DE POURSUITE

1. GENERALITES

La loi sur les stupéfiants est modifiée par les lois des 4 avril et 3 mai 2003.

La détention de drogues illégales reste punissable mais la loi sur les stupéfiants autorise désormais la création de distinctions à opérer par le Roi entre les drogues illégales afin de permettre notamment un traitement spécifique des poursuites liées à la simple détention non problématique, pour usage personnel, de cannabis.

Les autres drogues dites illégales sont des substances dont les risques pour la santé sur le plan psychique/physique sont inacceptables (entre autres : risque d'overdose). En revanche, les produits dérivés du cannabis engendrent moins de problèmes de santé.

L'arrêté royal du 16 mai 2003 modifie les arrêtés royaux des 31 décembre 1930, 22 janvier 1998 et 26 octobre 1993 et vise ainsi les substances soporifiques stupéfiantes et psychotropes. Il distingue 3 catégories d'infractions :

— 1^{re} catégorie : l'importation, la fabrication, le transport, l'acquisition et la détention de substances soporifiques et stupéfiantes, ainsi que la culture de plants de cannabis visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 15°, pour l'usage personnel;

— Een realistisch en modern beleid ter bestrijding van drugs moet op de volgende prioriteiten zijn gericht :

1. De belangrijkste doelstelling bestaat erin het druggebruik te ontmoedigen en te beperken en het aantal nieuwe druggebruik(st)ers doen dalen (preventie).

2. De tweede prioriteit betreft de bescherming van de samenleving en van de burgers die worden geconfronteerd met het drugverschijnsel en de gevolgen ervan. Zij betreft tevens de drugverslaafden die moeten worden geholpen om zo goed mogelijk te leven ondanks de drugs.

3. Het is noch mogelijk, noch wenselijk dat enkel justitie een stelsel voor maatschappelijke regulering is. Het is raadzaam problematisch druggebruik aan te pakken door een aanbod van hulpverlening gericht op herintegratie, veeleer dan de druggebruik(st)er extra te laten lijden door hem/haar te straffen.

4. Er moet worden voorkomen dat druggebruik(st)ers die geen ander strafbaar feit dan drugbezit hebben gepleegd, in de gevangenis terecht komen.

5. De strafrechtelijke aanpak en meer bepaald de gevangenis moet het "ultimum remedium" zijn om gevallen van problematisch gebruik van bepaalde middelen te regelen.

6. De aanpassing van het beleid ter bestrijding van drugs aan de evolutie van de maatschappij ontwikkeling betekent onvermijdelijk dat het resultaat van de getroffen maatregelen geregeld wordt geëvalueerd.

II. DRAAGWIJDTE VAN DE RICHTLIJN

1. Deze richtlijn betreft :

— de inbreuken op de wet van 24 februari 1921, gewijzigd door de wetten van 4 april en 3 mei 2003, betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica alsook de uitvoeringsbesluiten ervan, hierna "wet op de verdovende middelen" genoemd;

— de inbreuken op het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 december 1930 omtrent de handel in slaap- en verdovende middelen alsmede van het koninklijk besluit van 22 januari 1998 tot reglementering van sommige psychotrope stoffen, teneinde daarin bepalingen in te voegen met betrekking tot risicobeperking en hulpverlening voor therapeutisch advies bij invoer, vervaardiging, vervoer en bezit van psychotrope stoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, alsmede in geval van teelt van cannabisplanten, hierna « koninklijk besluit » genoemd;

— en meer bepaald het vervolgingsbeleid inzake het bezit van en de detailhandel in drugs met het oog op persoonlijk gebruik.

2. Het strafbeleid met betrekking tot drughandel en ten aanzien van daaraan gerelateerde criminele organisaties is niet het rechtstreekse onderwerp van deze richtlijn.

3. Deze richtlijn vervangt de gemeenschappelijke richtlijn van 8 mei 1998 nopens het vervolgingsbeleid inzake bezit en detailhandel van illegale verdovende middelen.

4. De richtlijn is bindend voor alle leden van het openbaar ministerie, zulks met het oog op de gelijkvormigheid van het vervolgingsbeleid.

Deze richtlijn kan en wenst niet vooruit te lopen op de complexiteit van de materiële omstandigheden die eigen zijn aan elk dossier.

Door toepassing van het opportuniteitsbeginsel kan een parketmagistraat bijgevolg afwijken van de richtlijn op voorwaarde zijn beslissing op behoorlijke wijze met redenen te omkleden.

III. BEGINSELEN VAN HET VERVOLGINGSBELEID

1. ALGEMEEN

De wet op de verdovende middelen is gewijzigd door de wetten van 4 april en 3 mei 2003.

Het bezit van illegale drugs blijft strafbaar, maar de wet op de verdovende middelen biedt aan de Koning voortaan de mogelijkheid een onderscheid te maken tussen de illegale drugs, teneinde inzonderheid vervolging wegens louter niet-problematisch bezit van cannabis met het oog op eigen gebruik specifiek te kunnen aanpakken.

De andere illegale drugs zijn middelen waarvan de risico's voor de gezondheid op geestelijk en lichamelijk vlak onaanvaardbaar zijn (onder andere : risico op overdosis). De producten afgeleid van cannabis daarentegen veroorzaken minder gezondheidsproblemen.

Het koninklijk besluit van 16 mei 2003 wijzigt de koninklijke besluiten van 31 december 1930, 22 januari 1998 en 26 oktober 1993 en heeft tevens betrekking op de slaapmiddelen, de verdovende middelen en de psychotrope stoffen. Drie categorieën misdrijven worden onderscheiden :

— categorie I : de invoer, de vervaardiging, het vervoer en het bezit van slaapmiddelen en van verdovende middelen, alsmede de teelt van cannabisplanten bedoeld in artikel 1, eerste lid, 15°, voor persoonlijk gebruik;

— 2e catégorie : les infractions de 1ère catégorie qui sont commises dans le cadre des circonstances aggravantes telles que prévues à l'article 2bis de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, modifié par les lois des 9 juillet 1975, 14 juillet 1994 et 4 avril et 3 mai 2003...;

— 3e catégorie : les infractions à la loi du 24 février 1921 précitée, autres que celles contenues aux 1re et 2e catégories.

Seules les infractions de la première catégorie relatives au cannabis peuvent faire l'objet des peines plus légères prévues par la nouvelle loi sur les stupéfiants et le nouvel arrêté royal.

Le nouvel article 2ter détermine ainsi deux catégories de peines, l'article 2ter, 1° à 3° sanctionnant la simple détention pour usage personnel, l'article 2ter, 4° sanctionnant les infractions de première catégorie relatives au cannabis et qui entraînent des nuisances publiques.

Dans tous les cas où la détention de cannabis s'accompagne d'une nuisance publique, la nouvelle loi prévoit une peine d'emprisonnement de trois mois à un an et une amende de 1.000 à 100.000 euros (multiplié par 5 selon la loi sur les décimes additionnels ou l'une de ces peines seulement).

Les peines correctionnelles prévues par la loi du 24 février 1921 continuent à s'appliquer aux autres infractions (deuxième et troisième catégories et aux infractions de première catégorie qui ne concernent pas le cannabis).

En effet, la répression doit être maintenue à l'égard de certaines infractions plus graves, même lorsqu'il s'agit de cannabis. Par exemple, en ce qui concerne les comportements délictuels liés aux stupéfiants s'accompagnant des circonstances aggravantes prévues par la loi sur les stupéfiants.

La circonstance aggravante visée à titre principal est celle relative aux mineurs d'âge, conformément au souhait du gouvernement de consacrer une attention spéciale à leur situation.

Afin de privilégier le recours à l'aide sociale, un case-manager judiciaire est installé auprès de chaque parquet afin de mettre en place une concertation permanente et organisée entre les acteurs concernés (relais entre les instances judiciaires, le réseau d'assistance pour avis thérapeutique et le secteur social). Une justice pénale efficace doit commencer là où d'autres mécanismes d'aide para-judiciaire régulatrice auraient échoué ou auraient été ignorés.

2. LES PRODUITS DERIVES DU CANNABIS

1. La détention de cannabis reste une infraction, même si cette détention n'a lieu qu'en vue d'une consommation personnelle et qu'aucune circonstance aggravante n'est constatée.

On entend par importation, fabrication, transport, acquisition et détention pour l'usage personnel, la détention d'une quantité de cannabis qui peut être consommée en une seule fois ou, au maximum, en 24 heures.

Compte tenu des multiples variétés de produits et des variantes importantes de concentration de THC dans le cannabis, le gouvernement a choisi de ne pas fixer de limite définie en fonction d'un poids maximum. A défaut d'indices de vente ou de trafic, la détention d'une quantité de cannabis ne dépassant pas le seuil de 3 (trois) grammes doit être considérée comme relevant de l'usage personnel.

De même, la détention de cannabis sous forme d'autre préparation (huile, confiserie,...) ne doit pas être considérée comme une détention en vue d'une consommation personnelle quelque soit la quantité découverte.

On entend par culture de plants de cannabis pour l'usage personnel, la détention d'une quantité de plants femelles de cannabis qui ne peut mener à une production qui dépasse les nécessités d'une consommation personnelle, soit au maximum 1 plante (et donc pas une graine, une plante en culture et une récoltée).

Pour une meilleure compréhension de la directive et par esprit de clarté, on notera que les mots « détention de cannabis » visent dans cette circulaire tant la possession de cannabis que la culture de plants femelles de cannabis.

2. Pour les usagers majeurs non problématiques et n'occasionnant aucune nuisance publique, il y aura un enregistrement policier (Polis, PIP, ISLP).

Un procès-verbal récapitulatif global sera envoyé mensuellement au parquet, sur la base de ces constatations.

Ce procès-verbal mentionnera pour chaque fait :

- lieu, date et heure des faits;
- nature de l'usage;
- description des biens trouvés en possession.

— catégorie II : de misdrijven van categorie I gepleegd in het kader van de verzwarende omstandigheden bedoeld in artikel 2bis van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en anti-septica, gewijzigd bij de wetten van 9 juli 1975, 14 juli 1994 en 4 april en 3 mei 2003;

— catégorie III : de andere inbreuken op de wet van voornoemde wet van 24 februari 1921 dan die bedoeld in de categorieën I en II.

Enkel de misdrijven van categorie I betreffende cannabis kunnen worden gestraft met de lichtere straffen gedefinieerd in de nieuwe wet op de verdovende middelen en in het nieuwe koninklijk besluit.

In het nieuwe artikel 2ter is bijgevolg voorzien in twee categorieën van straffen, artikel 2ter, 1° tot 3° strekt tot bestraffing van het gewone bezit voor persoonlijk gebruik, artikel 2ter, 4° betreft de bestraffing van de inbreuken van categorie I die verband houden met cannabis en openbare overlast veroorzaken.

In alle gevallen waarin het gebruik van cannabis gepaard gaat met openbare overlast voorziet de nieuwe wet in gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en in geldboete van 1000 tot 100.000 euro (vermenigvuldigd met 5 krachtens de wet op de opdecimen) of in een van die straffen alleen.

De correctionele straffen bepaald in de wet van 24 februari 1921 blijven van toepassing op de andere misdrijven (categorieën II en III en de misdrijven van categorie I die geen verband houden met cannabis).

De bestraffing van bepaalde ernstigere misdrijven moet blijven bestaan, zelfs wanneer het om cannabis gaat. Zulks geldt bijvoorbeeld in het geval van strafbaar gedrag gerelateerd aan verdovende middelen dat gepaard gaat met de verzwarende omstandigheden bedoeld in de wet op de verdovende middelen.

In de eerste plaats wordt de verzwarende omstandigheid betreffende de minderjarigen beschouwd, overeenkomstig de wens van de regering om speciale aandacht te besteden aan hun toestand.

Teneinde de sociale hulpverlening te bevorderen wordt in elk parket een case-manager justitie aangewezen belast met het beleggen van permanent en georganiseerd overleg tussen de betrokken personen (bemiddelaar tussen de gerechtelijke instanties, het netwerk van hulpverlening voor therapeutisch advies en de sociale sector). Een doeltreffend strafrecht moet beginnen waar andere mechanismen voor regulerende parajuditiële hulp hebben gefaald of zouden zijn genegeerd.

2. AFGELEIDE PRODUCTEN VAN CANNABIS

1. Het bezit van cannabis blijft een misdrijf zelfs in geval van bezit met het oog op persoonlijk gebruik en als zich geen enkele verzwarende omstandigheid heeft voorgedaan.

Onder invoer, vervaardiging, vervoer, verwerving en bezit voor persoonlijk gebruik worden verstaan het bezit van een hoeveelheid cannabis die in een enkele keer of binnen maximum 24 uur kan worden gebruikt.

Gelet op de diverse soorten producten en op de diverse varianten van de concentratie van THC in cannabis, heeft de regering ervoor geopteerd geen plafond te bepalen dat is gegrond op een maximum gewicht. Bij gebrek aan aanwijzingen inzake verkoop of van smokkel, moet het bezit van een hoeveelheid cannabis die de drempel van 3 (drie) gram niet te boven gaat worden beschouwd als bezit voor persoonlijk gebruik.

Ook het bezit van cannabis in een andere vorm (olie, snoep,...) kan niet worden beschouwd als bezit voor persoonlijk gebruik, ongeacht de hoeveelheid die wordt ontdekt.

Onder teelt van cannabisplanten voor persoonlijk gebruik wordt verstaan het bezit van een hoeveelheid vrouwelijke cannabisplanten die niet kan worden gebruikt voor louter een productie die de behoeften voor persoonlijk gebruik overstijgt, te weten maximum één plant (en dus niet één zaadje, één plant die wordt geteeld en één plant die werd geogst).

Voor een beter begrip van de richtlijn en met het oog op de duidelijkheid hebben de woorden « bezit van cannabis » in deze circulaire zowel betrekking op het bezit van cannabis als op de teelt van vrouwelijke cannabisplanten.

2. Ten aanzien van niet-problematische gebruik(st)ers die geen enkele openbare overlast veroorzaken, wordt voorzien in een politieke registratie (Polis, PIP, ISLP).

Een samenvattend proces-verbaal op grond van die vaststellingen wordt maandelijks aan het parket bezorgd.

Dat proces-verbaal vermeldt voor ieder feit :

- plaats, datum en tijdstip van de feiten;
- aard van het gebruik;
- beschrijving van de goederen in het bezit van betrokkene.

L'article 16 de la loi du 3 mai 2003 a en effet supprimé l'obligation pour le service de police de rédiger un procès-verbal dans cette hypothèse seulement.

En vue d'assurer une bonne coordination entre les différents services concernés, un procès-verbal ordinaire sera rédigé au moins dans les cas suivants :

- lorsque l'auteur de l'infraction n'a pas de résidence ou de domicile fixe en Belgique;
- lorsque l'infraction porte sur la culture de plants femelles de cannabis;
- lorsque l'infraction est constatée dans un arrondissement dans lequel l'auteur de l'infraction n'est pas domicilié.

Lorsque de tels procès-verbaux sont rédigés, ceux-ci seront transmis au parquet compétent.

3. Mais le fonctionnaire de police dressera toujours un procès-verbal ordinaire en cas de :

- indication de consommation problématique;
- nuisances publiques;
- circonstances aggravantes parmi lesquelles la consommation en présence de mineurs.

Il le transmettra immédiatement au parquet après en avoir informé, au besoin, le magistrat de service ou le magistrat spécialisé suivant les instructions qui seront données par le Procureur du Roi.

L'accent est dès lors mis sur la responsabilité de l'officier dirigeant à qui il appartiendra d'apprécier adéquatement le cas.

Cette façon de procéder est évidemment soumise au contrôle du parquet.

Le parquet donnera des directives précises aux services de police en vue de mettre au point un système pour le dépôt au greffe des produits trouvés en possession éventuellement saisis ou dont le détenteur s'est volontairement défait. Le magistrat statuera sur la destination à donner à ces produits.

4. Conformément à l'article 37 de la Convention unique sur les stupéfiants du 30 mars 1961, lorsque les circonstances de la cause le justifient, le cannabis et ses produits dérivés découverts seront saisis si l'usage personnel s'accompagne d'indication d'usage problématique, de nuisance publique ou de circonstance aggravante.

5. En cas de constatation de consommation personnelle, il y a lieu de considérer que l'intervention du service de police a constitué une mise en garde et un rappel à la norme suffisants pour le simple consommateur non problématique, qui ne cause pas de nuisance publique.

6. Lorsqu'il existe des indications d'usage problématique, un procès-verbal ordinaire sera transmis au parquet après en avoir, au besoin, informé le magistrat spécialisé ou le magistrat de service suivant les instructions qui seront données par le Procureur du Roi.

L'arrêté royal prévoit que l'indication d'usage problématique sera déterminée par les résultats des tests visés par la loi sur la police de la circulation routière.

Dans pareils cas, il est conseillé, le cas échéant, d'orienter l'intéressé vers des services d'aide.

7. Lorsque la détention s'accompagne de nuisances publiques, un procès-verbal ordinaire est également transmis sans délai au parquet après en avoir, au besoin, informé le magistrat spécialisé ou le magistrat de service suivant les instructions qui seront données par le Procureur du Roi.

Selon l'article 11 nouveau § 3 inséré par la loi du 3 mai 2003, on entend par nuisances publiques toute forme de dérangement public au sens de l'article 135, § 2, 7°, de la nouvelle loi communale. Cette notion recouvre la détention de cannabis dans un établissement pénitentiaire, dans un établissement scolaire, dans les locaux d'un service social ainsi que dans leur voisinage immédiat ou dans d'autres lieux fréquentés par des mineurs d'âge à des fins scolaires, sportives ou sociales.

En fonction de la nature, de la combinaison et de la gravité des faits ainsi que de la personnalité de l'intéressé et après avoir saisi le case-manager judiciaire pour avis thérapeutique, le cas échéant, (avis quant à la présence d'un usage problématique et quant à la nécessité d'un traitement), le magistrat de parquet peut prendre la mesure qu'il estime adaptée parmi les mesures suivantes :

- classement sans suite moyennant, éventuellement, avertissement par la police et/ou renvoi vers un service spécialisé d'assistance aux toxicomanes ou vers un service d'orientation spécialisé pour toxicomanes;

Krachtens artikel 16 van de wet van 3 mei 2003 is de politiedienst enkel in dit geval niet langer verplicht een proces-verbaal op te stellen.

Met het oog op de goede coördinatie tussen de diverse diensten wordt in de volgende gevallen ten minste een gewoon proces-verbaal opgesteld :

- ingeval de dader van het misdrijf geen verblijfplaats of vaste woonplaats in België heeft;
- ingeval het misdrijf betrekking heeft op vrouwelijke cannabisplanten;
- ingeval het misdrijf is vastgesteld in een arrondissement waarin de dader van het misdrijf niet is gedomicilieerd.

Ingeval dergelijke processen-verbaal worden opgesteld, worden zij bezorgd aan het bevoegde parket.

3. De politieambtenaar maakt echter altijd een gewoon proces-verbaal op in geval van :

- aanwijzingen van problematisch gebruik;
- openbare overlast;
- verzwarende omstandigheden, waaronder gebruik in aanwezigheid van minderjarigen.

Hij bezorgt het proces-verbaal onmiddellijk aan het parket na indien nodig de magistrat van dienst of de gespecialiseerde magistrat te hebben ingelicht volgens de onderrichtingen van de procureur des Konings.

De nadruk wordt bijgevolg gelegd op de verantwoordelijkheid van de leidende officier die het geval adequaat moet beoordelen.

Deze wijze van optreden is uiteraard onderworpen aan toezicht door het parket.

Het parket geeft nauwkeurige richtlijnen aan de politiediensten teneinde te voorzien in een stelsel voor de neerlegging ter griffie van de producten in het bezit van betrokkene welke eventueel in beslag zijn genomen of waarvan betrokkene zich vrijwillig heeft ontdaan. De magistrat beslist welke bestemming aan deze producten moet worden gegeven.

4. Overeenkomstig artikel 37 van het Enkelvoudig Verdrag van 30 maart 1961 inzake verdovende middelen kunnen cannabis en de afgeleide producten ervan die worden gevonden in beslag worden genomen als de omstandigheden van de zaak zulks verantwoorden als het persoonlijk gebruik problematisch is en gepaard gaat met openbare overlast of verzwarende omstandigheden.

5. Ingeval persoonlijk gebruik wordt vastgesteld, kan worden aangenomen dat het optreden van de politiedienst een waarschuwing en een herinnering aan de norm betekent die volstaat voor de gewone niet-problematische gebruiker die geen openbare overlast veroorzaakt.

6. Ingeval aanwijzingen van problematische gebruik bestaan, wordt een gewoon proces-verbaal bezorgd aan het parket nadat, indien nodig, de magistrat van dienst of de gespecialiseerde magistrat is ingelicht volgens de onderrichtingen van de procureur des Konings.

In het koninklijk besluit is bepaald dat de omschrijving van het begrip problematisch gebruik geschiedt op grond van de resultaten van de tests bedoeld in de wet inzake de politie op het wegverkeer.

In dergelijke gevallen is het raadzaam de betrokkene door te verwijzen naar de diensten bevoegd voor hulpverlening.

7. Ingeval het bezit gepaard gaat met openbare overlast, wordt ook onmiddellijk een gewoon proces-verbaal gestuurd aan het parket nadat, indien nodig, de magistrat van dienst of de gespecialiseerde magistrat is ingelicht volgens de onderrichtingen van de procureur des Konings.

Overeenkomstig het nieuwe artikel 11, § 3, ingevoegd door de wet van 3 mei 2003, wordt onder openbare overlast verstaan elke vorm van verstoring van de openbare orde in de zin van artikel 135, § 2, 7° van de nieuwe gemeentewet. Dit begrip heeft betrekking op het bezit van cannabis in een strafinrichting, in een school, in de gebouwen van een sociale dienst, alsmede in de onmiddellijke omgeving ervan, of in andere plaatsen die door minderjarigen worden bezocht met het oog op schoolse, sportieve of sociale doeleinden.

Naar gelang van de aard, de combinatie en de ernst van de feiten alsook van de persoonlijkheid van de betrokkene en nadat de case-manager «justitie» is ingeschakeld met het oog op therapeutisch advies, in voorkomend geval (advies betreffende het bestaan van problematisch gebruik en de behoefte aan een behandeling), kan de parketmagistraat in het kader van onderstaande maatregelen de maatregel nemen die hij gepast acht :

- seponering met, eventueel, waarschuwing door de politie en/of doorverwijzing naar een gespecialiseerde dienst voor hulpverlening aan drugverslaafden of naar een gespecialiseerde oriëntatiedienst voor drugverslaafden;

— probation prétorienne (décision exceptionnelle et circonstanciée du parquet en vue de classer sans suite en fonction de la motivation affichée par l'intéressé pour adapter son comportement en répondant à certaines conditions telles que, par exemple, l'absence de récidive, la non-fréquentation du milieu toxicomane, la désintoxication);

— extinction de l'action publique suite au paiement d'une somme d'argent (en application de l'article 216bis du Code d'instruction criminelle);

Le case-manager judiciaire ou les services de police, vérifient, le cas échéant, quelle suite a été réservée par l'intéressé aux conditions qui lui ont été imposées, s'il n'en fournit pas lui-même la preuve.

Si les mesures précitées ne donnent pas (ou ne peuvent pas donner) les résultats escomptés et si une citation directe s'avère nécessaire, cela n'empêche bien évidemment pas le magistrat du parquet de demander à l'audience une application adaptée de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation et de l'article 14 de la loi du 3 mai 2003 qui remplace l'article 9 de la loi du 9 juillet 1975.

8. En ce qui concerne la détention de cannabis pour consommation personnelle (infraction de la première catégorie — voir supra), la nouvelle loi remplace les peines correctionnelles prévues par la loi du 24 février 1921 par des peines de police (amende de 15 à 25 euros). A l'instar de ce que la loi prévoit en matière d'ivresse publique, la première récidive dans l'année depuis la première condamnation est punie d'une peine plus forte (amende de 26 à 50 euros) et la seconde récidive dans l'année de la seconde condamnation est punie d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 1 mois et une amende de 50 à 100 euros).

Il faut par ailleurs absolument retenir que la juridiction compétente est le tribunal correctionnel.

9. Dans tous les cas où la détention de cannabis s'accompagne de circonstances aggravantes, énoncées à l'article 2bis, § 2 à 4, de la loi du 24 février 1921, les peines restent inchangées. Ces faits feront théoriquement toujours l'objet d'une demande de renvoi ou d'une citation.

3. AUTRES DROGUES ILLEGALES

1. Vu le risque inacceptable pour la santé que présente la détention pour consommation personnelle de substances soporifiques, stupéfiants et psychotropes autres que les produits dérivés du cannabis (telles que l'héroïne, la cocaïne, l'XTC...), le service de police dresse, en pareil cas, un procès-verbal ordinaire qu'il transmet au plus tôt au parquet après en avoir, au besoin, informé le magistrat spécialisé ou le magistrat de service suivant les instructions qui seront données par le Procureur du Roi.

2. Les services de police ou de préférence le case-manager judiciaire vérifient, le cas échéant, quelle suite a été réservée par l'intéressé aux conseils qui lui ont été donnés ou aux conditions qui lui ont été imposées s'il n'en fournit pas lui-même la preuve.

Si les mesures précitées ne donnent pas (ou ne peuvent pas donner) les résultats escomptés et si une citation directe s'avère nécessaire, cela n'empêche bien évidemment pas le magistrat du parquet de demander à l'audience une application adaptée de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation et de l'article 14 de la loi du 3 mai 2003 qui remplace l'article 9 de la loi du 9 juillet 1975.

Compte tenu des réserves émises ci-après et moyennant un paiement des frais éventuels ainsi qu'une décision sur les biens saisis, les constatations relatives à une détention limitée de ces drogues en vue d'une consommation personnelle unique ou occasionnelle font l'objet d'une des mesures suivantes :

— Classement sans suite moyennant avertissement par la police et communication éventuelle d'informations sur le réseau d'aide.

— Extinction de l'action publique suite au paiement d'une somme d'argent.

S'il ne lance pas de citation directe ou s'il ne saisit pas le juge d'instruction, le magistrat du parquet veillera au paiement par l'auteur des faits des frais éventuels et pourra prendre une décision sur les saisies.

3. Lorsque la détention de drogue s'accompagne de nuisances publiques ou lorsque l'intéressé est un consommateur problématique, le magistrat de parquet peut, en fonction de la nature, de la combinaison et de la gravité des faits ainsi que de la personnalité de l'intéressé et après avoir saisi, le cas échéant, le case-manager judiciaire pour avis thérapeutique, prendre la mesure qu'il estime la plus adaptée parmi les suivantes :

— classement sans suite après renvoi vers un service spécialisé d'assistance aux toxicomanes ou vers un service d'orientation spécialisé pour toxicomanes;

— probation prétorienne telle que définie au point III.2.7. ci-dessus;

— pretoriaanse probatie (uitzonderlijke en met redenen omklede beslissing van het parket die ertoe strekt de zaak te seponeren naar gelang van de motivatie van betrokkene om zijn gedrag aan te passen door aan bepaalde voorwaarden na te leven, bijvoorbeeld geen recidive, wegblijven uit het drugmilieu, ontwenning);

— verval van de strafvordering als gevolg van de betaling van een geldsom (overeenkomstig artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering).

De case-manager justitie of de politiediensten gaan in voorkomend geval na welk gevolg betrokkene heeft gegeven aan de hem opgelegde voorwaarden, indien hij zelf het bewijs ervan niet levert.

Ingeval voornoemde maatregelen niet de verwachte resultaten (kunnen) opleveren en een rechtstreekse dagvaarding noodzakelijk blijkt, verhindert zulks de parketmagistraat natuurlijk niet ter zitting een aangepaste toepassing te vragen van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie en van artikel 14 van de wet van 3 mei 2003 dat het artikel 9 van de wet van 9 juli 1975 vervangt.

8. Met betrekking tot het bezit van cannabis voor persoonlijk gebruik (misdrijf van categorie I, zie supra), vervangt de nieuwe wet de correctionele straffen bedoeld in de wet van 24 februari 1921 door politiestrafen (geldboete van 15 tot 25 euro). Naar het voorbeeld van de wettelijke bepalingen inzake openbare dronkenschap, wordt de eerste herhaling binnen een jaar na de eerste veroordeling gestraft met een zwaardere straf (boete van 26 tot 50 euro). De tweede herhaling binnen een jaar na de tweede veroordeling wordt gestraft met een correctionele straf (gevangenisstraf van 8 dagen tot 1 maand en een geldboete van 50 tot 100 euro).

Het is dus absoluut noodzakelijk te onderstrepen dat de correctionele rechtbank bevoegd is.

9. In alle gevallen waarin het bezit van cannabis gepaard gaat met verzwarende omstandigheden bedoeld in artikel 2bis, §§ 2 tot 4, van de wet van 24 februari 1921, blijven de straffen ongewijzigd. Theoretisch gezien leiden dergelijke feiten steeds tot een vordering tot verwijzing of dagvaarding.

3. ANDERE ILLEGALE DRUGS

1. Gelet op het onaanvaardbare risico voor de gezondheid gevormd door het bezit voor persoonlijk gebruik van andere slaapmiddelen, verdovende middelen en psychotrope stoffen dan de afgeleide producten van cannabis (zoals heroïne, cocaïne, XTC...), stelt de politiedienst in een dergelijk geval een gewoon proces-verbaal op dat zo snel mogelijk wordt bezorgd aan het parket nadat, indien nodig, de magistraat van dienst of de gespecialiseerde magistraat is ingelicht volgens de onderrichtingen van de procureur des Konings.

2. De politiediensten of bij voorkeur de case-manager justitie gaat in voorkomend geval na welk gevolg betrokkene heeft gegeven aan de aanbevelingen of aan de hem opgelegde voorwaarden, indien hij zelf het bewijs ervan niet levert.

Ingeval voornoemde maatregelen niet de verwachte resultaten (kunnen) opleveren en een rechtstreekse dagvaarding noodzakelijk blijkt, verhindert zulks de parketmagistraat natuurlijk niet ter zitting een aangepaste toepassing te vragen van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie en van artikel 14 van de wet van 3 mei 2003 dat het artikel 9 van de wet van 9 juli 1975 vervangt.

Gelet op het voorbehoud dat infra wordt gemaakt en mits betaling van de eventuele kosten, alsmede een beslissing inzake de in beslag genomen goederen, leiden de vaststellingen inzake het beperkt bezit van die middelen met het oog op eenmalig of occasioneel persoonlijk gebruik tot een van de volgende maatregelen :

— seponering met waarschuwing van de politie en eventueel informatieverstrekking over het hulpnetwerk;

— verval van de strafvordering als gevolg van de betaling van een geldsom.

Ingeval de parketmagistraat geen rechtstreekse dagvaarding uitvaardigt of de zaak niet aanhangig maakt bij de onderzoeksrechter, waakt hij over de betaling door de dader van de feiten van de eventuele kosten en kan hij een beslissing nemen met betrekking tot hetgeen in beslag werd genomen.

3. Ingeval het drugsbezit gepaard gaat met openbare overlast of de betrokkene een problematisch gebruiker is, kan de parketmagistraat naar gelang van de aard, de combinatie en de ernst van de feiten, alsook van de persoonlijkheid van de betrokkene, en nadat, in voorkomend geval, de case-manager «justitie» is ingeschakeld met het oog op therapeutisch advies in het kader van onderstaande maatregelen de maatregel, nemen die hij gepast acht :

— seponering na doorverwijzing naar een gespecialiseerde dienst voor hulpverlening aan drugverslaafden of naar een gespecialiseerde oriëntatiedienst voor drugverslaafden;

— pretoriaanse probatie zoals in punt III, 2.7. (supra);

— extinction de l'action publique suite au paiement d'une somme d'argent.

Les remarques relatives à l'avis thérapeutique, au cumul de mesures et à la médiation pénale, formulées au point III 2.7 sont également valables ici.

4. CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

Les faits punissables aux termes de la loi sur les stupéfiants, qui en principe sont punis de peines correctionnelles mais qui deviennent des crimes lorsqu'ils sont assortis d'une des circonstances aggravantes énoncées à l'article 2bis, § 2 à 4, de la même loi font théoriquement l'objet d'une demande de renvoi ou d'une citation.

En résumé, il s'agit de trois groupes de circonstances aggravantes :

— le délinquant était membre ou dirigeant d'une association qui délivre de la drogue;

— les délits ont été commis à l'égard de mineurs;

— l'usage de drogue a provoqué chez autrui une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave voire la mort.

5. VENTE AU DETAIL

En ce qui concerne la vente de drogue en petites quantités, il convient de distinguer la vente par seul appât du gain et la vente pour financer sa consommation personnelle.

Dans le premier cas, la vente au détail doit être considérée comme un maillon essentiel de la distribution organisée et largement ramifiée de drogue et l'approche répressive doit être identique à celle menée contre cette délinquance organisée (c'est-à-dire une approche explicitement répressive telle qu'une citation, un mandat d'arrêt, la saisie de véhicules et/ou d'avantages patrimoniaux, leur confiscation éventuelle, etc.).

Dans le second cas, il convient que les services de police dressent un procès-verbal ordinaire et que le magistrat de parquet applique l'une des mesures recommandées au point III.2 ou au point III.3. Toutefois, l'usager vendeur pourra bénéficier des dispositions de l'article 14 de la nouvelle loi du 3 mai 2003, qui remplace l'article 9 de la loi du 9 juillet 1975.

Au moment d'établir le caractère de la vente, la quantité de drogue découverte constitue un élément d'appréciation considérable mais non déterminant - il doit notamment être tenu compte de la problématique des recruteurs (qui ne sont pas en possession de drogue) de revendeurs (les "drugrunners") et des techniques de vente dispersée.

6. CRIMINALITE LIEE A LA DROGUE

En ce qui concerne la criminalité liée à la drogue, il est bien évident que la dépendance ne peut jamais justifier ou excuser un comportement criminel.

La communication d'un comportement criminel de ce type au parquet via un procès-verbal récapitulatif est exclue. Ce comportement donnera toujours lieu à l'établissement d'un procès-verbal ordinaire.

La nature de la réaction pénale doit toutefois être déterminée en fonction de la gravité des faits, d'une part, et de la situation individuelle du délinquant, d'autre part.

Dans le cadre du traitement pénal de ce type de criminalité, l'article 216ter du Code d'instruction criminelle (médiation pénale) sera, le cas échéant, appliqué en priorité.

Dans tous les cas où la situation individuelle du délinquant laisse croire que les faits reprochés sont en relation directe avec sa consommation personnelle de drogue ou avec sa toxicomanie, le magistrat pourra préalablement à toute décision solliciter l'assistance du case-manager.

IV. MODALITES D'ORGANISATION

1. Un ou plusieurs magistrats spécialisés sont chargés de ces dossiers et de la problématique de la drogue en général.

2. Les dossiers individuels sont de préférence traités par le parquet du domicile ou du lieu de résidence de l'intéressé. Une concertation s'établit entre ou dans les parquets lorsque, à la suite de la rédaction de procès-verbaux distincts, il y a lieu de traiter des délits connexes en matière de stupéfiants et d'autres délits.

— verval van de strafvordering als gevolg van de betaling van een geldsom;

De opmerkingen inzake het therapeutisch advies, de cumulatie van maatregelen en de bemiddeling in strafzaken geformuleerd in het kader van punt III 2. 7. zijn ook in casu van toepassing.

4. VERZWARRENDE OMSTANDIGHEDEN

De feiten die strafbaar zijn krachtens de wet op de verdovende middelen, die in beginsel worden gestraft met correctionele straffen, maar misdaden worden als zij gepaard gaan met een van de verzwarende omstandigheden bedoeld in artikel 2bis, §§ 2 tot 4, van dezelfde wet, leiden theoretisch gezien tot een vordering tot verwijzing of dagvaarding.

Samengevat gaat het om drie groepen van verzwarende omstandigheden :

— de dader was lid of leider van een vereniging die de drugs levert;

— de misdrijven zijn gepleegd ten aanzien van minderjarigen;

— het druggebruik heeft bij anderen een ongeneeslijk lijkende ziekte, een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van arbeid, het volledig verlies van een orgaan, een zware vermindering of zelfs de dood veroorzaakt.

5. DETAILHANDEL

Met betrekking tot de verkoop van drugs in kleine hoeveelheden, moet een onderscheid worden gemaakt tussen de verkoop enkel met het oog op winstbejag en de verkoop om persoonlijk gebruik te financieren.

In het eerste geval moet de detailhandel worden beschouwd als een essentiële schakel van de georganiseerde en wijd vertakte distributie van drugs die op dezelfde wijze wordt gestraft als de georganiseerde misdaad (m.a.w. een expliciet repressieve benadering zoals een dagvaarding, een aanhoudingsbevel, inbeslagneming van voertuigen en/of van vermogensrechtelijke voordelen, de eventuele verbeurdverklaring ervan,...).

In het tweede geval moeten de politiediensten een gewoon proces-verbaal opstellen en moet de parketmagistraat een van de maatregelen toepassen bedoeld in punt III.2 of in punt III.3. De gebruiker die verkoopt kan evenwel een beroep doen op het bepaalde in artikel 14 van de nieuwe wet van 3 mei 2003, dat artikel 9 van de wet van 9 juli 1975 vervangt.

Op het tijdstip dat de aard van de verkoop wordt bepaald, vormt de hoeveelheid van de ontdekte drugs een belangrijk, maar geen beslissend gegeven voor de beoordeling ervan. Er moet inzonderheid rekening worden gehouden met de ronselaars (die geen drugs bezitten) van doorverkopers (« drugrunners ») en met de technieken voor gespreide verkoop.

6. DRUGGERELATEERDE CRIMINALITEIT

Met betrekking tot de druggerelateerde criminaliteit is het duidelijk dat verslaving nooit een verantwoording of verontschuldiging voor crimineel gedrag kan zijn.

Crimineel gedrag van deze aard kan niet via een samenvattend proces-verbaal aan het parket worden meegedeeld, maar moet steeds aanleiding geven tot een gewoon proces-verbaal.

De aard van de strafrechtelijke reactie moet echter worden bepaald rekening houdend met ernst van de feiten en met de individuele situatie van de dader.

In het kader van de strafrechtelijke afhandeling van dit soort criminaliteit wordt artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering (bemiddeling in strafzaken) in voorkomend geval bij voorrang worden toegepast.

In alle gevallen waarin uit de individuele situatie van de dader kan worden opgemaakt dat de hem ten laste gelegde feiten rechtstreeks verband houden met zijn persoonlijk druggebruik of met zijn drugverslaving, kan de magistraat bijstand van een case-manager vragen alvorens een andere beslissing te nemen.

IV. MODALITEITEN MET BETREKKING TOT DE ORGANISATIE

1. Eén of meer gespecialiseerde magistraten zijn belast met deze dossiers en met de drugproblematiek in het algemeen.

2. De individuele dossiers worden bij voorkeur behandeld door het parket van de woonplaats of de verblijfplaats van de betrokkene. Er wordt overleg gepleegd tussen of binnen de parketten wanneer als gevolg van het opmaken van verschillende processen-verbaal samenhangende misdrijven op het vlak van drugs en andere misdrijven moeten worden behandeld.

3. Les constatations faites au moyen d'un procès-verbal ordinaire à charge d'une personne dont le domicile ou le lieu de résidence se trouve en dehors de l'arrondissement sont transmises immédiatement et de manière systématique par le service de police au parquet dont il dépend. Le parquet en question veille à ce que le procès-verbal ordinaire soit envoyé sans délai au parquet du domicile ou du lieu de résidence du verbalisé.

Les constatations faites dans un procès-verbal récapitulatif à charge d'une personne dont le domicile ou le lieu de résidence se trouve en dehors de l'arrondissement sont transmises mensuellement par le service de police au parquet dont il dépend. Le parquet en question veille à ce qu'une copie de ce procès-verbal soit envoyée au parquet du domicile ou du lieu de résidence du/des verbalisé(s).

4. Pour les personnes qui ne résident pas en Belgique, dans certains cas et à titre d'information, une copie du procès-verbal ordinaire sera transmise directement par le parquet aux autorités judiciaires étrangères. La dénonciation officielle pourra toujours se faire pour permettre à l'Etat étranger d'exercer des poursuites.

5. En ce qui concerne les mineurs d'âge, la politique des poursuites à leur égard repose sur d'autres critères connus. La nouvelle législation entend d'ailleurs assurer une meilleure protection de ceux-ci.

6. Pour des raisons de santé publique, les seringues et/ou aiguilles non utilisées ne font pas l'objet d'une saisie par les services de police et sont, le cas échéant, immédiatement restituées. Il suffit d'indiquer au procès-verbal que ces objets ont été découverts et d'en donner une description succincte.

7. Le ministère public donnera aux services de police des directives claires sur la recherche et l'instruction des infractions. D'autre part, le ministère public doit être informé préalablement des opérations de police administrative ou des opérations de recherche.

8. Les case-managers judiciaires sont affectés à la coordination du réseau d'assistance et ce, dans le respect des spécificités et des compétences de chacun ainsi que du secret professionnel et du secret de l'instruction et de l'information. Ils serviront d'intermédiaires entre les instances judiciaires, le réseau d'assistance pour avis thérapeutique et le secteur social.

9. Il est nécessaire de disposer d'un instrument de mesure opérationnel, simple et uniforme (enregistrement et statistique) pour pouvoir évaluer avec précision la politique menée. Cette question fera l'objet d'une circulaire ultérieure.

La présente circulaire ministérielle entre en vigueur le 2 juin 2003.
Bruxelles, le 16 mai 2003.

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

3. De vaststellingen aan de hand van een gewoon proces-verbaal ten laste van een persoon wiens woon- of verblijfplaats zich buiten het arrondissement bevindt, worden door de politiedienst onmiddellijk en stelselmatig overgezonden aan het parket waaronder die dienst ressorteert. Dat parket ziet erop toe dat het gewone proces-verbaal onmiddellijk naar het parket van de woon- of verblijfplaats van de geverbaliseerde persoon wordt gestuurd.

De vaststellingen in een samenvattend proces-verbaal ten laste van een persoon wiens woon- of verblijfplaats zich buiten het arrondissement bevindt, worden door de politiedienst maandelijks overgezonden aan het parket waaronder die dienst ressorteert. Dat parket ziet erop toe dat een afschrift van dit proces-verbaal wordt gestuurd naar het parket van de woon- of verblijfplaats van de geverbaliseerde perso(o)n(en).

4. Ter zake de personen die niet in België verblijven, stuurt het parket, in sommige gevallen en ter informatie, onmiddellijk een afschrift van het gewoon proces-verbaal naar de buitenlandse gerechtelijke autoriteiten. De officiële aangifte kan te allen tijde gebeuren om de vreemde staat de mogelijkheid te bieden vervolging in te stellen.

5. Ten aanzien van de minderjarigen is het vervolgingsbeleid op andere gekende criteria gegrond. De nieuwe wetgeving strekt overigens ertoe de minderjarigen beter te beschermen.

6. Om redenen van volksgezondheid worden niet gebruikte injectiespuiten en/of naalden niet in beslag genomen door de politiediensten en, in voorkomend geval, onmiddellijk teruggegeven. Het volstaat in het proces-verbaal te vermelden dat deze voorwerpen zijn gevonden en een beknopte beschrijving ervan te geven.

7. Het openbaar ministerie geeft de politiediensten duidelijke richtlijnen over het opsporen van en het onderzoek naar de misdrijven. Het openbaar ministerie moet bovendien vooraf in kennis worden gesteld van de acties van bestuurlijke politie of van de opsporingsactiviteiten.

8. De case-managers «justitie» zijn belast met de coördinatie van het netwerk van hulpverlening met inachtneming van de bijzonderheden en de bevoegdheden van eenieder alsmede van het beroepsgeheim en het geheim van het gerechtelijk onderzoek en van opsporingsonderzoek. Zij fungeren als bemiddelaar tussen de gerechtelijke instanties, het netwerk van hulpverlening voor therapeutisch advies en de sociale sector.

9. Het is noodzakelijk over een operationeel, eenvoudig en eenvoudig meetinstrument te beschikken (registratie en statistiek) om het gevoerde beleid nauwkeurig te kunnen evalueren. Deze aangelegenheid wordt behandeld in een latere circulaire.

Deze ministeriële circulaire treedt in werking op 2 juni 2003.
Brussel, 16 mei 2003.

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2003/09496]

Directive ministérielle relative à la politique des poursuites en matière de détention et de vente de drogues illicites. — Complément

Dans la directive ministérielle du 16 mai 2003 relative à la politique des poursuites en matière de détention et de vente de drogues illicites, les phrases suivantes sont insérées dans le chapitre III (Principes de la politique de poursuite), point 2 (Les produits dérivés du cannabis), paragraphe 2 :

- après la première phrase : « Cet enregistrement sera automatisé et anonyme. »;

- après l'énumération de la troisième phrase : « Toutefois, ce procès-verbal ne mentionnera pas l'identité des auteurs. »;

- à la fin de l'avant-dernière phrase : « ... ou n'a pas sa résidence. »

Bruxelles, le 28 mai 2003.

Pour le Ministre de la Justice, absent,
Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2003/09496]

Ministeriële richtlijn betreffende het vervolgingsbeleid inzake het bezit van en de detailhandel in illegale verdovende middelen. — Aanvulling

In de ministeriële richtlijn van 16 mei 2003 betreffende het vervolgingsbeleid inzake het bezit van en de detailhandel in illegale verdovende middelen, worden de volgende zinnen ingevoegd in hoofdstuk III (Beginselen van het vervolgingsbeleid), punt 2 (Afgelide producten van cannabis), paragraaf 2 :

- na de eerste zin : « Deze registratie wordt geautomatiseerd en gebeurt anoniem. »;

- na de opsomming van de derde zin : « Het proces-verbaal vermeldt evenwel niet de identiteit van de betrokkenen. »;

- op het einde van de voorlaatste zin : « ...of zijn verblijfplaats niet heeft. »

Brussel, 28 mei 2003.

Voor de Minister van Justitie, afwezig,
De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS